

Le travail décent pour assurer la sécurité alimentaire – un programme sectoriel de l'OIT



Bureau
international
du Travail

Le bon fonctionnement d'un système alimentaire est crucial pour garantir une alimentation suffisante, accessible financièrement, saine et sûre. De nombreux travailleurs contribuent à nourrir le monde; d'autres dépendent d'un revenu pour se nourrir. Les travailleurs jouent un rôle important dans le fonctionnement du système alimentaire. Toutefois, de la production à la consommation, ils sont confrontés à de nombreux défis en matière de travail décent. Conformément au mandat de l'OIT, ce programme sectoriel a pour objectif de réduire l'insécurité alimentaire en promouvant un travail décent et productif dans les secteurs économiques essentiels et en mettant en œuvre des politiques intégrées dans l'ensemble du système alimentaire.

LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE: UNE PRIORITÉ POUR L'OIT

Le Sommet mondial de l'alimentation, qui s'est tenu en 1996, a défini la sécurité alimentaire en ces termes: «... la sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active». Du point de vue de l'OIT, cette définition englobe la capacité pour les travailleurs et leurs familles de gagner durablement leur vie grâce au travail décent. En 2008, la Conférence internationale du Travail a adopté une résolution concernant le rôle du BIT dans la lutte contre la crise alimentaire mondiale. En réponse, un atelier technique international a recommandé que «l'OIT détermine quels sont les domaines dans lesquels son mandat, qui n'existe nulle part ailleurs, et ses connaissances spécialisées peuvent renforcer les efforts déployés par l'ONU dans ce domaine».

Depuis qu'elle est devenue membre de l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire en juin 2009, l'OIT a contribué à l'élaboration et à la mise en œuvre du Cadre global d'action actualisé. Le résumé de ce document (août 2011) préconise une démarche à deux volets reconnaissant qu'il faut: i) répondre aux besoins immédiats des populations vulnérables; et ii) favoriser la capacité de résistance à long terme des populations en éliminant les causes structurelles de l'insécurité alimentaire. Ce document souligne explicitement que le travail décent et la protection sociale peuvent contribuer de manière significative à instaurer durablement la sécurité alimentaire. Il insiste aussi sur l'importance qu'il y a à créer un environnement propice au dialogue social sur les pratiques d'emploi et à favoriser le développement des institutions du marché du travail en vue d'aider les Etats à appliquer les normes internationales du travail.

«Pour beaucoup de femmes, d'hommes et de familles, le travail décent et productif est la voie principale pour sortir de pauvreté et de la faim.»

Juan Somavia, Secrétaire Général de l'OIT

Faits et Défis

- Près d'un milliard de personnes dans le monde souffrent de faim chronique.
- La hausse actuelle et sans précédent des prix des denrées alimentaires entraîne une augmentation de la faim, de la pauvreté, du chômage, des troubles sociaux et de l'instabilité politique.
- La crise alimentaire mondiale constitue un obstacle important à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), en particulier de ceux de l'objectif 1 concernant l'éradication de la pauvreté et le travail décent.
- Avec la population mondiale qui, selon les prévisions, s'élèvera à neuf milliards d'habitants d'ici 2050 et le changement climatique, la dégradation de l'environnement, l'urbanisation, les nouvelles structures commerciales et le chômage élevé, le défi de réaliser la sécurité alimentaire sera aggravé.



POURQUOI L'AGENDA DU TRAVAIL DÉCENT EST-IL ESSENTIEL POUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE?

Comme la production et la capacité de l'achat de nourriture sont liées à l'emploi, l'Agenda du travail décent est au cœur des stratégies pour atteindre la sécurité alimentaire.

Droits: Sortir de la pauvreté et renforcer les moyens de subsistance durable exigent l'application des normes internationales du travail, y compris la promotion de la liberté d'association, la reconnaissance effective du droit à la négociation collective, ainsi que l'élimination du travail des enfants, du travail forcé et de toutes formes de discrimination au travail. La question du genre est d'une importance particulière, car dans de nombreux pays les femmes se retrouvent encore confrontées à des obstacles juridiques et pratiques pour faire valoir leurs droits. Les communautés autochtones, les groupes minoritaires, les personnes handicapées, les travailleurs migrants et les autres groupes qui doivent souvent affronter la discrimination et l'exclusion sociale en termes d'accès aux ressources productives et au travail décent, sont parmi les plus vulnérables face à la hausse des prix alimentaires.

Emploi: Les emplois décents peuvent accélérer la croissance économique, favoriser la production, le traitement et l'accessibilité des denrées alimentaires et créer des revenus permettant à de larges secteurs de la population de sortir de la pauvreté et de jouir de la sécurité alimentaire. La promotion d'emplois décents et verts orientera la manière dont la sécurité alimentaire peut être améliorée tout en protégeant l'environnement et en préservant les ressources desquelles dépendent les moyens de subsistance.

La **protection sociale** est de plus en plus reconnue comme un instrument efficace dans la lutte contre l'insécurité alimentaire. Les régimes de protection sociale qui garantissent la sécurité du revenu de base et l'accès aux services sociaux essentiels ont un effet direct sur la consommation et la production. Des preuves des pays en développement ont montré que les transferts monétaires (conditionnels) sont essentiellement consacrés à l'alimentation et des investissements dans l'élevage ou l'agriculture. L'augmentation de la consommation soutient également la demande agricole pour les services locaux, ce qui a un effet direct sur la production agricole.

Dialogue social: la négociation collective sur les lieux de travail entraîne la confiance et l'engagement envers les relations de travail et améliore la productivité. Elle peut également contribuer à l'investissement dans la formation et à la réduction des coûts de surveillance, améliorant ainsi l'efficacité. Un dialogue social efficace a un impact positif sur la production et la consommation.

L'inclusion en 2005 de la cible 1b portant sur l'«assurance du plein-emploi et de la possibilité pour chacun de trouver un travail décent et productif» en vertu de l'ODM 1, a reconnu le rôle fondamental du travail décent dans la réduction durable de la pauvreté et l'insécurité alimentaire.



LE TRAVAIL DÉCENT POUR ASSURER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE : UN PROGRAMME SECTORIEL DE L'OIT

Le BIT, par l'intermédiaire de son Département des activités sectorielles (SECTOR), a mis en place un programme global multisectoriel qui offre une réponse axée sur le travail décent pour assurer la sécurité alimentaire (TDSA). Ce programme fonctionne en partenariat avec d'autres agences de l'ONU et des acteurs du développement en vue d'aider les mandants tripartites – gouvernements, employeurs et travailleurs – à donner effet à leurs stratégies nationales et régionales en matière de sécurité alimentaire et d'assurer la sécurité alimentaire pour tous.

Les composantes uniques du programme TDSA s'articulent autour des éléments suivants :

Accent sur les secteurs interdépendants du système alimentaire: pêcheries et aquaculture, fabrication, conditionnement, transport et stockage des produits alimentaires, commerce et distribution au détail, services de restauration. L'objectif n'est pas de s'attaquer à toutes les questions possibles dans le système alimentaire, mais d'effectuer des interventions dans des secteurs spécifiques qui sont essentiels pour assurer un système fonctionnel.

Une approche «de la ferme à la table»: tous les éléments de la production à la consommation sont couverts. Pour ce qui est de la composante de la consommation au sein du système alimentaire, il s'agira de se concentrer sur les travailleurs vulnérables qui n'ont pas accès à une nourriture convenable, même si la région ou le pays n'a pas de problème d'approvisionnement alimentaire. Ce problème est particulièrement visible dans les zones urbaines ou périurbaines. Les stratégies sectorielles visant à créer des revenus ou à mettre en place des filets de sécurité pour les travailleurs en situation précaire, contribuent à favoriser la sécurité alimentaire et à réduire la pauvreté.

La nature multidisciplinaire du programme: les activités sectorielles englobent les quatre piliers de l'Agenda du travail décent et reflètent une collaboration étroite entre SECTOR et d'autres départements du BIT.





LA STRATÉGIE DU PROGRAMME

Les principaux éléments du programme pour assurer la sécurité alimentaire sont les suivants :

Une analyse diagnostique multisectorielle examinant le système alimentaire d'un pays à travers le prisme de l'Agenda du travail décent, qui servirait de base d'information pour les activités des programmes nationaux.

Formulation et mise en œuvre de projets nationaux dans des pays sélectionnés, adaptés aux circonstances et besoins particuliers des pays et en conformité avec les priorités énoncées dans les Programmes par pays de promotion du travail décent (PPTD) de l'OIT et les Plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD).

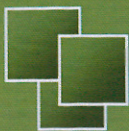
Développement et application d'outils mondiaux pour soutenir la mise en œuvre des activités, en mettant l'accent sur le partage des connaissances en matière de solutions reproductibles aux défis du travail décent qui affectent de manière négative la sécurité alimentaire.

Participation active des mandants tripartites de l'OIT aux niveaux mondial et national, afin de conseiller la politique et le développement du programme ainsi qu'au niveau local pour participer à sa mise en œuvre.

- En 2008, la 97^e session de la Conférence internationale du Travail (CIT) a approuvé la Résolution concernant la promotion de l'emploi rural pour la réduction de la pauvreté, qui établit un cadre pour le travail décent afin de faire face aux défis que représentent l'emploi rural, l'insécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté.
- Depuis 2009, l'OIT est membre de l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire. Représentée par le Département des activités sectorielles (SECTOR), l'OIT contribue à promouvoir le travail décent et productif au sein du Cadre global d'action de l'équipe spéciale.
- En 2011, le BIT a codirigé l'élaboration de la «Note d'orientation sur l'intégration des questions liées à l'alimentation et à la sécurité alimentaire à l'analyse des pays et au PNUAD – Guide pour les équipes de pays des Nations Unies»; aux côtés de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et du Programme alimentaire mondial (PAM).
- Six pays (Bénin, Burkina Faso, Indonésie, Kenya, Malawi et République-Unie de Tanzanie) ont été choisis pour mettre en œuvre le programme. Des activités préliminaires ont été menées dans certains de ces pays.
- En août 2011, le BIT a organisé un atelier, intitulé «Travail décent et sécurité alimentaire» à Mombasa, au Kenya. Il visait à soutenir les mandants tripartites de l'OIT à élaborer des recommandations sur l'emploi et le travail décent pour le projet de politique nationale de sécurité alimentaire et de nutrition (février 2009) et le plan d'action national sur la sécurité alimentaire.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET TRAVAIL DÉCENT DANS LA CHAÎNE DE VALEUR DES PRODUITS ALIMENTAIRES





LE TRAVAIL DÉCENT DANS LA CHAÎNE DE VALEUR ALIMENTAIRE: UNE APPROCHE SECTORIELLE

Le programme TDSA propose d'aider les mandants sectoriels tripartites à améliorer la sécurité alimentaire en renforçant leurs capacités dans les domaines suivants :

Créer des emplois décents et potentiellement «verts» dans toute la chaîne de valeur alimentaire et améliorer les conditions de travail pour accroître la productivité en mettant l'accent, entre autres, sur les secteurs suivants: agriculture (en milieu rural et urbain), pêcheries et aquaculture, fabrication, conditionnement, transport et stockage des produits alimentaires, commerce et distribution au détail, services de restauration.

Promouvoir les entreprises durables dans les secteurs concernés et soutenir le développement des coopératives, des mutuelles, des groupements d'entraide, des entreprises sociales et autres types d'associations.

Améliorer la sécurité et la santé sur le lieu de travail en encourageant la promotion des normes pertinentes et la mise en place de programmes de formation et de



Photos: © ILO.

Sécurité alimentaire: la nécessité d'une action collective

L'emploi et le travail décent sont des éléments fondamentaux de la solution au problème de l'insécurité alimentaire. Cependant, il existe de nombreux autres problèmes de fond transversaux, par exemple le régime foncier, qui nuisent à la sécurité alimentaire, mais qui dépassent le mandat de l'OIT. Le rôle que jouent d'autres institutions pour faire face à ces problèmes est essentiel pour garantir un fonctionnement efficace de l'ensemble du système alimentaire. La coordination et la coopération au sein du système multilatéral sont une condition importante pour atteindre cet objectif. Dans ce contexte, le programme fera en sorte qu'il y ait une mobilisation systématique des principales parties prenantes en étudiant des partenariats stratégiques et en poursuivant les initiatives existantes conjointement avec les membres de l'équipe spéciale et, au niveau des pays, par l'intermédiaire du PNUAD.

perfectionnement dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments et des normes de qualité.

Agir en faveur du travail décent dans les secteurs clés liés à l'accès aux produits alimentaires et à leur distribution, comme le transport, l'entreposage, le commerce, la distribution au détail et la restauration.

Améliorer l'accès à l'alimentation des groupes de travailleurs vulnérables en créant des sources de revenus dans des secteurs de l'économie urbaine et périurbaine possédant un potentiel de croissance, par le biais de politiques d'expansion de l'emploi et de dispositifs de promotion de l'emploi, notamment en favorisant l'accès à la formation, à l'information sur le marché du travail et autres mesures.

Améliorer l'accès à l'alimentation grâce à la protection sociale en mettant en place des régimes de protection sociale innovants adaptés à chaque secteur et axés en particulier sur les groupes vulnérables et les femmes.

Pour plus d'informations:

Département des activités sectorielles
Bureau international du Travail
Courriel: sector@ilo.org
Tél.: +41 22 799 7501

